

RÉ-

POUR UN MONDE JUSTE
ET FRATERNEL

SOLUTIONS

SUPPLÉMENT AU JOURNAL MESSAGES N° 771 - SEPTEMBRE 2025

COMPRENDRE

CLIMAT ET PAUVRETÉ : LE DOUBLE DÉFI DES VILLES D'ASIE

EXPLORER

(SUR)VIVRE AU BOIS
DE VINCENNES

INNOVER

ÉPICERIE SOLIDAIRE
POUR UNE ALIMENTATION
SAINE ET DURABLE



Secours
Catholique
Caritas France

ENQUÊTE

CLIMAT ET PAUVRETÉ : LE DOUBLE DÉFI DES VILLES D'ASIE

PAR **CÉCILE LECLERC-LAURENT**

En mai 2024, les villes indiennes ont connu une vague de chaleur sans précédent avec des pics atteignant 50 °C. Les plus précaires – ceux qui vivent en bidonville sans accès à l'eau potable et qui pour la plupart travaillent à l'extérieur toute la journée – s'y retrouvent en première ligne face à ces canicules. Au Bangladesh, au Cambodge, ce sont des inondations dues à des pluies intenses qui frappent particulièrement les citoyens les plus fragiles. Alors que sur le continent asiatique l'urbanisation se fait à marche forcée, les villes sont de plus en plus touchées par les changements climatiques. Dans ce contexte, comment lutter à la fois contre la pauvreté urbaine et contre le dérèglement climatique ? Pour le Secours Catholique et ses partenaires, il est possible – et même urgent – de transformer les villes d'Asie pour les rendre à la fois inclusives et durables. Une manière de tendre vers une transition écologique juste en zone urbaine.

COMPRENDRE





ELODIE PERRIOT / SOCF

▲ Quelque 200 personnes vivent ici, à Prek Takong 60, au cœur de Phnom-Penh, la capitale cambodgienne. Mais les autorités entendent les chasser au nom du développement économique.

C'est une ruelle composée d'habitations en tôle située en contrebas de buildings flambant neufs. Un mur de briques de plusieurs mètres de haut les sépare. Quelque 200 personnes vivent ici, à Prek Takong 60, au cœur de Phnom-Penh, la capitale cambodgienne. Mais les autorités entendent les chasser au nom du développement économique du quartier. Sok Chanty est commerçante ici depuis toujours. « *Nous vivons avec la peur de devoir quitter nos maisons, car nous n'avons pas de titres fonciers. J'ai l'impression que la ville est pour les riches et pas pour les pauvres. D'ailleurs, nous sommes coupés de tout : nous ne sommes pas raccordés au réseau d'eau et d'assainissement, nos déchets ne sont pas collectés, et notre quartier est inondé en cas de fortes pluies, car l'eau ruisselle des tours qui nous dominent.* » Comme Sok Chanty, les habitants des quartiers informels des villes

d'Asie sont particulièrement vulnérables face aux changements climatiques. Leur protection représente un défi considérable pour les prochaines années, quand on sait qu'à l'échelle de la planète un citoyen sur deux vivra en Asie en 2050, et que la moitié de cette croissance urbaine mondiale se fait dans des bidonvilles. L'urbanisation des pays du Sud due à la pauvreté rurale qui pousse les habitants à migrer en ville, rime avec une détérioration des conditions de vie des populations, explique Jacques Véron, directeur de recherche émérite à l'Ined¹ : « *Ces populations font face à des conditions de vie en logements insalubres, à des sources de revenus instables – avec le travail informel – et à des problèmes sanitaires dus au manque d'assainissement et d'accès à l'eau potable. S'y ajoute une vulnérabilité environnementale avec des canicules combinées à la forte pollution ou encore à la vie dans des zones inondables.* » De fait, les personnes pauvres s'installent dans les interstices de la ville, souvent inondables ou pollués – ici près d'une décharge ou d'une zone industrielle, là près de voies de chemin de fer ou de marécages –, en zone périphérique comme en centre-ville. Et pour cause : plus des trois quarts de ces habitants vivent du travail informel (ouvriers dans les chantiers de construction, vendeurs de rue, tireurs de pousser-pousser, domestiques...), ou d'activités au cœur des cités – et nécessaires

“

L'URBANISATION DES PAYS DU SUD DUE À LA PAUVRETÉ RURALE, QUI Pousse LES HABITANTS À MIGRER EN VILLE, RIME AVEC UNE DÉTÉRIORATION DES CONDITIONS DE VIE.

”

à leur vie économique –, mais en étant dépourvus de toute protection sociale. Leur précarité est principalement liée au logement, déplore Aravind Unni, expert en développement urbain à l'IGSSS Fondation², partenaire

du Secours Catholique : « *L'Inde fait face à un échec majeur de sa planification urbaine, qui ne tient pas compte des besoins en logement des travailleurs informels à faibles revenus. Et ceux-ci vivent dans des habitats qu'ils construisent eux-mêmes sans accès à l'eau potable, à l'assainissement ou à la collecte des ordures.* » Difficile d'avoir des chiffres précis de la part des autorités, mais les experts estiment que 25 à 55 % de la population urbaine indienne vit dans des quartiers informels. Le manque d'accès aux services de base pousse ces personnes déjà pauvres à recourir à des camions-citernes privés, à des branchements électriques de fortune ou à des toilettes payantes, ce qui les enfonce encore plus dans la pauvreté. « *Les villes sont une trappe à pauvreté exacerbée, en Asie. Les populations de ces quartiers précaires n'ont accès ni à un emploi stable, ni aux services de base, et de plus elles souffrent des inondations et de la pollution alors qu'elles ne sont pas responsables des émissions de gaz à effet de serre* », insiste Margaux Ginestet, chargée de projet Villes durables et inclusives au pôle Asie du Secours Catholique.

Températures extrêmes et fortes pluies

Aujourd'hui déjà, 13 des 20 mégapoles affectées par les changements climatiques dans le monde sont situées en Asie, condamnant les habitants les plus pauvres à un cercle vicieux d'inégalités socio-environnementales. Les températures sont en effet de plus en plus extrêmes, et comme les villes se réchauffent deux fois plus vite que la moyenne mondiale, elles sont de véritables îlots de chaleur pour leurs habitants. Yashoda Didi habite près du périphérique et de la gare routière dans le quartier de Santoshi Nagar à Raipur, en Inde : « *Avec la pollution, j'ai des problèmes respiratoires, et quand les températures montent l'été, je dois marcher longtemps sous la chaleur torride pour aller chez mes employeurs faire le ménage et c'est dangereux. Mes voisins ont acheté un appareil électrique refroidisseur, mais ça les a ruinés !* » Comme Yashoda, les travailleurs informels n'ont pas d'autre choix que d'affronter le bitume brûlant s'ils veulent >>>



ÉCLAIRAGES

Une urbanisation mondiale exponentielle

- 1 habitant sur 2 vit en zone urbaine.
- D'ici 2050, 7 habitants sur 10 vivront en ville, soit plus de 3 milliards en Asie !
- 1 citadin sur 4 vit dans un quartier informel. Ils devraient être plus de 2 milliards en 2050.

Des villes qui contribuent aux changements climatiques et en subissent les impacts

Aujourd'hui, si les villes consomment les deux tiers de l'énergie mondiale et produisent les trois quarts des émissions de gaz à effet de serre de la planète, celles des pays à faible revenu n'en émettent "que" 14 %. Pourtant, elles sont les plus exposées aux risques climatiques :

Risques d'inondations

Sur les 10 pays menacés par la montée des eaux, 9 sont situés en Asie.

Augmentation des températures

À Dhaka au Bangladesh, on constate un accroissement de 97 % des jours d'extrême chaleur (plus de 35 °C) ces trente dernières années. Or 1 habitant sur 3 y vit dans des habitats informels.

Sources : Banque mondiale, ONU, IIED, Fonds des Nations unies pour la population, travaux de Jacques Véron.

Un programme du Secours Catholique pour des villes inclusives et durables



En partenariat avec l'AFD (Agence française de développement), le Secours Catholique mène un programme pluriannuel "Communautés résilientes" avec 20 partenaires de 15 pays de toutes les régions du monde. En Asie, l'association se focalise notamment sur la problématique de l'expansion urbaine à l'heure des changements climatiques. Elle accompagne ainsi Caritas Bangladesh, STT au Cambodge, et IGSSS Fondation, CFT et IIEC en Inde qui travaillent à l'amélioration des conditions de vie des populations des quartiers informels des villes.

Plus d'info : bit.ly/SCscore



▲ Les ruisseaux ont été transformés en jungle de béton et les égouts sont obstrués par les ordures non collectées, ce qui entraîne des inondations en cas de fortes pluies et nombreuses maladies dont le paludisme.

» garder leur salaire journalier. Ils s'exposent à l'épuisement et à la déshydratation, d'autant plus qu'ils n'ont pas accès à l'eau potable et que le niveau de la nappe phréatique baisse avec les fortes températures. Quant à leurs habitations en tôle ou en bois, la circulation de l'air y est insuffisante. Ici aussi, il est difficile d'avoir des chiffres sur la mortalité liée aux canicules. « *La pauvreté accroît souvent la vulnérabilité aux effets du climat* », analyse Alejandro Barcena, chercheur en risques urbains à l'IIED³. « *Lorsque les maisons sont inondées, la sécurité alimentaire est menacée. Et comme l'élévation du niveau de la mer contamine les sources d'eau douce, les communautés sont de plus en plus confrontées à des difficultés d'accès à l'eau potable.* » Conséquence : les épidémies prolifèrent dans les bidonvilles, explique Ankur Emmanuel Palma, de Caritas Bangladesh. « *Les habitants souffrent du choléra, de la typhoïde en raison du manque d'eau potable, et d'infections respiratoires avec la pollution atmosphérique. Et avec les inondations, les eaux stagnent et attirent des moustiques et donc des maladies comme le paludisme.* »

« Une urbanisation insoutenable »

Les effets des changements climatiques sur l'agriculture paysanne provoquent une explosion de l'exode rural. Or cette urbanisation galopante accroît le réchauffement climatique, comme l'a rappelé le Giec⁴ en mars 2023, et l'expansion urbaine accélère la perte de la biodiversité et des écosystèmes. C'est un cercle vicieux qui

empire avec les choix de développement urbain, comme en témoigne Shisir Kumar Das, directeur d'IIEC⁵, partenaire du Secours Catholique en Inde : « *Au-delà des changements climatiques, il y a un manque de planification urbaine appropriée. Les ruisseaux ont été transformés en*

“
**LES HABITANTS SOUFFRENT
DU CHOLÉRA, DE LA TYPHOÏDE
EN RAISON DU MANQUE D'EAU
POTABLE, ET D'INFECTIONS
RESPIRATOIRES AVEC LA
POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE.**
”

jungle de béton, ce qui entraîne des inondations en cas de fortes pluies. Et les égouts sont obstrués par les ordures non collectées. » Même constat à Phnom Penh, au Cambodge, où les 26 lacs de la ville ont presque tous été comblés et vendus ou abandonnés à des entreprises du secteur privé. « *Résultat : il n'y a plus de réservoirs pour retenir l'eau des précipitations qui sont plus fortes avec les changements climatiques* », dénonce Saran Soeung, directeur exécutif de STT⁶, partenaire du Secours Catholique.

Toujours au nom de ce développement urbain, les autorités chassent les populations pauvres des nouveaux quartiers modernes et les repoussent en périphérie. À Phnom Penh, STT estime que deux tiers des habitants des quartiers informels n'ont pas de titres fonciers et que 30 % sont victimes de pressions pour partir. En Inde aussi, les politiques de démolition des quartiers informels sont monnaie courante, explique Véronique Dupont, démographe dans le champ des études urbaines à l'IRD⁷ : « *Au nom de projets de développement ou d'embellissement des villes, à Delhi notamment, on a expulsé leurs habitants vers des lotissements de réinstallation situés jusqu'à 20 kilomètres de leur lieu de travail, des zones où tout est à construire, y compris le logement. En outre, de nombreuses familles sont exclues des programmes de réinstallation et se retrouvent sans abri dans le centre-ville, ce qui accroît leur pauvreté.* »

Transformer les villes

Pourtant, une autre ville est possible, en « *considérant les quartiers précaires comme faisant partie intégrante de la cité, avec des citoyens qui*



travaillent, qui circulent et payent des impôts », pour reprendre les termes de la géographe Armelle Choplin dans un rapport de l'AFD (voir Des outils pour comprendre, p. 27). Il est nécessaire d'aller au-delà des politiques d'urbanisme avec des solutions multisectorielles, pense aussi la spécialiste des villes indiennes Véronique Dupont : « *Plutôt que de démolir les quartiers précaires sans alternative adéquate, les autorités devraient plutôt s'attaquer aux racines structurelles de la pauvreté et aux inégalités* »

▲ **Une autre ville est possible, en considérant les quartiers précaires comme faisant partie intégrante de la cité, avec des citoyens qui travaillent, qui circulent et payent des impôts.**

FOCUS

LES FEMMES EN PREMIÈRE LIGNE

« **D**ans les villes au Bangladesh, les femmes sont souvent confinées chez elles, dans des logements insalubres, pour s'occuper des tâches ménagères », explique Ankur Emmanuel Palma, de Caritas Bangladesh. En Inde et au Cambodge, même constat : les femmes souffrent de pauvreté aiguë et sont plus vulnérables sur le plan socio-économique à cause du poids du patriarcat. Ce sont donc elles qui sont le plus confrontées au manque d'infrastructures : lorsqu'elles n'ont pas accès à l'eau potable, les femmes passent des

heures dans les files d'attente aux camions-citernes. Lors des canicules, elles n'osent pas retirer leurs vêtements ni s'asseoir pour se reposer, et sans installations sanitaires adéquates, elles évitent de boire de l'eau, ce qui aggrave leurs problèmes de santé. La chercheuse de l'IIED Nausheen Anwar¹ parle même « *d'inégalité thermique* ». C'est pourquoi les partenaires du Secours Catholique en Asie veillent à les faire participer à l'amélioration de leurs conditions de vie. À Gazipur, au Bangladesh, Suchana Hossein a reçu une formation en couture

grâce à Caritas, et soutient désormais financièrement sa famille : « *J'ai gagné en confiance et je suis un modèle pour les femmes de mon quartier* », dit-elle en souriant. En Inde, à Raipur, Sonia Behn se réjouit d'être désormais en lien avec les autorités municipales : « *Nous n'hésitons plus à demander des infrastructures. Et nous sensibilisons les femmes d'autres quartiers au fait qu'un changement est possible.* Un cercle vertueux pour mettre fin au cercle vicieux des inégalités dont celles de genre. ■

¹ IIED : International Institute for Environment and Development

COMPRENDRE

» socio-économiques. On ne peut pas avoir de politique de l'habitat sans politique d'accès aux emplois, aux services ou à la protection sociale. » Et cette politique de lutte contre la pauvreté ne pourrait-elle pas aller de pair avec une politique climatique visant à rendre les villes à la fois plus durables et plus vivables pour leurs habitants ? Les solutions existent, mais elles demandent des investissements, estime la chercheuse Nausheen Anwar, qui étudie les villes et le climat à l'IIED : « Il faut des financements pour transformer les villes d'une manière appropriée à l'ère des changements climatiques. Par exemple en améliorant les transports publics, en étendant les espaces verts et en passant aux énergies renouvelables. Tout cela peut s'avérer rentable à long terme, à condition que les habitants de ces quartiers aient leur mot à dire. » À côté de ces grandes politiques de planification urbaine, il existe aussi des solutions basées sur la nature et peu coûteuses, comme le captage d'eau de pluie ou l'utilisation de matériaux durables comme le bambou, préconise de son côté ONU-Habitat⁹, avec la même condition : que le processus de planification urbaine soit

participatif. « Les populations des bidonvilles sont les expertes de leurs quartiers, elles en connaissent les risques et les enjeux. Il est donc important de les intégrer aux solutions », analyse Catarina Camarinhas, qui travaille pour ONU-Habitat dans la région Asie-Pacifique. C'est aussi le credo du Secours Catholique et de ses partenaires au Bangladesh, au Cambodge et

en Inde. À Bhubaneswar, en Inde, l'IIEC sensibilise les habitants à mieux conserver l'énergie, les ressources en eau et à gérer les déchets, pour faire face aux canicules et aux risques sanitaires. À Dhaka et à Gazipur au Bangladesh, Caritas prépare aussi les populations aux catastrophes naturelles et les forme à combattre les incendies, qui



LES POPULATIONS DES BIDONVILLES SONT LES EXPERTES DE LEURS QUARTIERS, ELLES EN CONNAISSENT LES RISQUES ET LES ENJEUX. IL EST DONC IMPORTANT DE LES INTÉGRER AUX SOLUTIONS.



se sont multipliés ces dernières années avec l'accroissement des températures. Ces ONG s'attellent à faire des habitants des acteurs du changement pour des villes durables, en les incitant à collecter l'eau de pluie, à développer l'agriculture urbaine ou le compostage, ou encore à vendre des sacs en tissu faits maison pour remplacer le plastique. La communauté du bidonville Santoshinagar de Raipur, en Inde, soutenue par l'ONG CFT⁹, trie ainsi les déchets organiques pour fabriquer des engrais pour ses potagers, ce qui a attiré l'attention des autorités municipales, étonnées de ne plus avoir à collecter les déchets végétaux.

Les habitants des bidonvilles aux commandes

« Il faut regarder les solutions locales des personnes pauvres, car elles contribuent à la résilience climatique et cela peut être inspirant ! » explique Aravind Unni, d'IGSSS Fondation en Inde. Ainsi, cette fondation et les ONG indiennes CFT et IIEC outillent les plus pauvres afin qu'ils mènent un plaidoyer auprès des autorités. Cela leur permet de demander elles-mêmes aux autorités municipales des infrastructures telles que des puits de

► Les ONG s'attellent à faire des habitants des acteurs du changement pour des villes durables, en les incitant à collecter l'eau de pluie, à développer l'agriculture urbaine ou le compostage.



ELODIE PERRIOT / SCDF



GAIL KERRICK / SCOT

forage, des plantations d'arbres, l'entretien des réservoirs d'eau ou encore la mise en place de transformateurs électriques. Dans le bidonville d'Adarsh Nagar à Raipur, en Inde, après deux ans de plaidoyer auprès de la municipalité, les habitants ont obtenu le renouvellement de leurs titres fonciers mais aussi l'installation de toilettes publiques modernes. « Grâce à notre mobilisation, nous pouvons utiliser ces toilettes à tout moment, même la nuit. Et il y a une salle pour que les mères puissent nourrir leurs jeunes enfants à l'abri de la chaleur. Nous avons gagné en hygiène et en sécurité. Désormais nous demandons aux autorités qu'elles creusent des conduits d'égout dans le quartier », témoigne Sonia Behn, à la tête d'une organisation de femmes (voir Focus, p. 19). Au Cambodge aussi, STT mise sur la formation des communautés au plaidoyer en les sensibilisant aux droits fonciers et à la mobilisation collective. « La reconnaissance du droit foncier aide ensuite à demander la mise en place d'infrastructures aux autorités, et inversement, quand nous améliorons le quartier, cela aide à l'obtention des titres », explique Saran Soeung, de STT. Car au-delà de ce travail de plaidoyer mené par les populations, les ONG partenaires du Secours Catholique améliorent elles-mêmes les conditions de vie des quartiers informels : mise en place de toits réfléchissants ou de

panneaux solaires au Cambodge, installation d'isolations thermiques permettant de faire baisser la température de 4 °C dans des logements en Inde, amélioration de points d'eau au Bangladesh... Des initiatives urbaines certes locales, mais qui peuvent transformer la vie de quartiers. Et pour aller à terme vers des villes durables et inclusives, il est bon aussi de s'appuyer sur un échange des idées. Aussi le Secours Catholique s'attache-t-il à créer du lien entre ses partenaires asiatiques dans une dynamique régionale. « Le collectif leur permet de voir qu'ils ne sont pas seuls face à leurs problématiques, alors que dans leurs pays respectifs il leur est parfois difficile d'agir sans soutien gouvernemental. Car l'urbanisation est une question politique avec des enjeux économiques forts », explique Margaux Ginestet, du Secours Catholique. Et c'est tout le défi pour l'avenir : que ces petites gouttes dans l'océan amorcent à terme une transition écologique juste en ville. ■

▲ Les effets des changements climatiques sur l'agriculture paysanne provoquent une explosion de l'exode rural.

- 1 Ined : Institut national des études démographiques
- 2 IGSSS : Indo-Global Social Service Society
- 3 IIED : International Institute for Environment and Development
- 4 Giec : Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
- 5 IIEC : Indian Institute of Education and Care
- 6 STT : Sahmakum Teang Tnaut, en khmer "branche de palmier", matériau de construction
- 7 IRD : Institut de recherche pour le développement
- 8 ONU-Habitat : agence onusienne créée en 1977, qui travaille à un meilleur avenir urbain
- 9 Cohesion Foundation Trust

L'ENTRETIEN

« LES POLITIQUES CLIMATIQUES DES VILLES DOIVENT PARTIR DES BESOINS DES POPULATIONS »

Face au double défi que représentent l'urbanisation croissante et des impacts des changements climatiques, quelles politiques publiques mettre en place dans les villes des pays du Sud ? Analyse de Silvia Marcon, directrice adjointe de l'action climatique inclusive à C40.

PROPOS RECUEILLIS PAR **CÉCILE LECLERC-LAURENT**

PARCOURS

SILVIA MARCON

2012

Responsable des relations institutionnelles à WWF France

2014

Directrice de la Fondation de l'écologie politique

2016

Responsable du bureau de la présidence et du programme "Women4Climate" à C40

2023

Directrice adjointe de l'action climatique inclusive à C40

C40

ONG créée en 2005 regroupant aujourd'hui une centaine de villes qui ont l'ambition de déployer des plans climatiques conformes à l'Accord de Paris. C40 les soutient dans l'accompagnement et la mise en œuvre de politiques publiques.

Cécile Leclerc-Laurent : Comment intégrer les plus pauvres dans les politiques d'adaptation aux changements climatiques dans les villes du Sud ?

Silvia Marcon : Aujourd'hui, les villes sont sous pression avec l'augmentation constante des populations. Dans la dernière décennie, presque la moitié des grands flux migratoires internes, c'est-à-dire des populations qui se déplacent dans les villes de leurs pays, étaient motivés par des événements climatiques extrêmes. Les maires des villes des pays du Sud doivent donc faire face à une expansion urbaine importante. Or cette échelle urbaine est intéressante pour répondre aux changements climatiques. De nombreux leviers d'action comme les politiques de gestion des déchets, des transports ou de l'eau existent, mais il est essentiel que ces politiques climatiques soient pensées avec les populations, c'est-à-dire qu'elles viennent du bas vers le haut et non l'inverse. Il faut mettre les populations au cœur des réponses. Cela veut dire qu'il faut les intégrer dans la planification et la construction des politiques, et accepter que cela prenne du temps. C'est donc à

la municipalité de se déplacer dans les quartiers. D'après notre expérience à C40, les politiques d'adaptation aux effets des changements climatiques ne sont efficaces que si elles sont inclusives, et le GIEC lui-même l'affirme¹. Si nous n'intégrons pas la question de l'équité dans ces politiques, cela risque d'exacerber les inégalités sociales et la pauvreté. Pour une meilleure redistribution des bénéfices de l'action climatique, il faut donc sortir des politiques en silos, et penser les politiques climatiques avec les politiques d'inclusion sociale.

C.L.-L. : C'est-à-dire ? Comment faire concrètement pour aider les populations à s'adapter aux changements climatiques tout en luttant contre leur pauvreté ?



S.M. : Il faut partir des besoins immédiats des populations précaires. On ne peut pas se contenter d'imposer une politique publique sans aller comprendre les besoins des populations. Par exemple, à C40, nous accompagnons depuis trois ans la ville d'Accra, au Ghana, qui souhaitait réduire ses émissions de gaz à effet de serre dans le secteur des déchets par la mise en place d'un processus participatif. La municipalité a engagé un dialogue avec les acteurs de la collecte et du tri des déchets, et a constaté que la moitié étaient des travailleurs informels. Ces derniers ont exprimé à la fois le besoin de matériel de protection et celui d'anticiper les jours où il leur est impossible de travailler en raison des vagues de chaleur, avec le risque d'avoir des revenus

fluctuants. Nous avons donc lancé avec la municipalité un projet pilote qui apporte une protection sociale à ces travailleurs. Finalement, en partant d'un objectif climatique, nous

“
**ON NE PEUT PAS
 SE CONTENTER D'IMPOSER
 UNE POLITIQUE PUBLIQUE
 SANS ALLER COMPRENDRE
 LES BESOINS
 DES POPULATIONS.**
 ”

sommes arrivés à une mesure de lutte contre la pauvreté et à une mesure de résilience. Mais nous avons aussi observé des améliorations dans le tri et le traitement des déchets à Accra. Une collecte plus

efficace obstrue moins les égouts et cela limite les risques d'inondations. Cette rencontre de la politique sociale et de la politique environnementale a été vertueuse dans les deux sens.

À partir de cet exemple, nous avons structuré des projets similaires à Dar es Salaam en Tanzanie et à Bangalore en Inde. Et un groupe de 20 villes du Sud (qui ne sont d'ailleurs pas toutes membres de C40) travaillent actuellement sur l'intégration des travailleurs informels dans les politiques de traitement des déchets, afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'augmenter la résilience de ces travailleurs de première ligne. Ainsi les villes échangent des connaissances entre elles, ce qui est très bénéfique. >>>

COMPRENDRE

» C.L.-L. : En quoi ces échanges de bonnes pratiques entre villes sont-ils importants pour permettre d'aller à la fois vers une équité sociale et vers une lutte contre les changements climatiques ?

S.M. : Nous croyons au pouvoir de l'exemple. Voir quelqu'un qui a déjà mené telle politique donne envie de l'imiter et c'est vertueux. Même si les géographies et les réglementations des villes sont différentes, toutes ont l'intérêt général au cœur de leurs politiques publiques. Par exemple, Bangalore a invité 15 autres villes du sud de l'Inde à échanger afin de leur transmettre ses connaissances et ses savoir-faire issus de notre accompagnement, et de mettre en place un dialogue social entre les agents de la ville et les collecteurs de déchets. La confiance que donne l'expérience fait toute la différence pour inspirer les autres.

C.L.-L. : Si l'on prend vos exemples d'Accra ou de Bangalore, avez-vous constaté une baisse de la pauvreté de ces travailleurs informels ?

S.M. : Notre accompagnement des villes ne vise pas à faire baisser rapidement le nombre de pauvres. Nous essayons plutôt de produire des changements systémiques sur le long terme, afin que les plus précaires participent aux politiques climatiques des villes. Nous accompagnons également ces dernières pour leur permettre de collecter des données. Car aujourd'hui, dans les villes du Sud, il est difficile de connaître le nombre exact de personnes qui vivent dans les quartiers informels. En travaillant avec des partenaires locaux et aussi des acteurs privés, nous aidons ainsi les villes à collecter ces données précieuses qui vont leur permettre ensuite de mener des politiques adaptées.

C.L.-L. : Mis à part le secteur des déchets, quelles autres politiques publiques construisez-vous avec les villes pour réduire les impacts des changements climatiques sur les plus précaires ?

S.M. : Comme je le disais, les villes du Sud doivent répondre à un flux migratoire constant de personnes qui souvent se logent dans des quartiers précaires, et à cet égard l'anticipation des risques climatiques et l'information des populations est cruciale. Nous accompagnons ainsi les villes dans la mise en place des systèmes d'alerte précoce afin d'informer à temps tout le monde, c'est-à-dire même ceux



LES VILLES DU SUD ONT BEAUCOUP À APPRENDRE AUX VILLES DU NORD, CAR ELLES ONT PLUS D'EXPÉRIENCE SUR LES ÉVÉNEMENTS CLIMATIQUES EXTRÊMES.



qui ne savent ni lire ni écrire ou qui ne parlent pas la langue locale. Ici encore, il est important d'inclure les populations dans le développement des protocoles de communication. Et on voit la nécessité d'avoir des données accessibles sur les zones impactées.

Je voudrais aussi prendre l'exemple d'une ville du Nord pour montrer qu'il faut toujours penser la réponse de façon participative. Nous avons travaillé avec Barcelone, qui souhaitait répondre aux problèmes des canicules pour ses seniors. La réponse ne peut pas être seulement technologique, par exemple en améliorant sur le plan énergé-

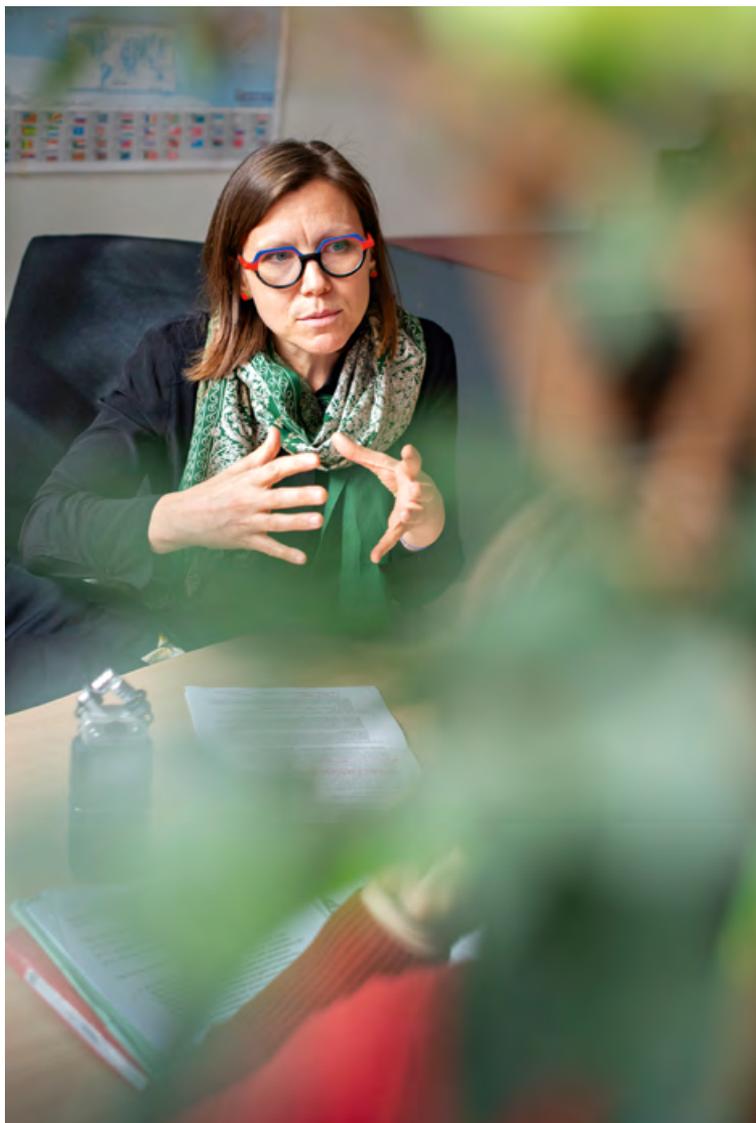
tique des bâtiments qui accueillent les personnes âgées. Barcelone a travaillé sur la manière d'atteindre les populations vulnérables en formant les travailleurs sociaux, par exemple pour sensibiliser les seniors sur l'utilité d'occulter leurs fenêtres en cas de canicule, ou pour les informer sur les lieux de rafraîchissement proches de chez eux.

C.L.-L. : Vous travaillez en effet avec des villes aussi bien du Nord que du Sud. En quoi leurs échanges au sein de votre réseau sont-ils enrichissants alors que leurs réalités sont différentes ?

S.M. : En réalité, les villes du Sud ont beaucoup à apprendre aux villes du Nord, car elles ont plus d'expérience sur les événements climatiques extrêmes, en particulier les vagues de chaleur. Je pense que ces échanges entre villes du Nord et villes du Sud sont essentiels aujourd'hui, surtout dans le contexte de délitement du multilatéralisme. Nous avons besoin de cette coopération car les villes sont une échelle d'action importante dans l'aide aux populations. Et quand on y regarde de plus près, lesdites villes réduisent plus vite leurs propres émissions de gaz à effet de serre que les États qui participent aux COP sur le climat.

C.L.-L. : Justement, ne faudrait-il pas décentraliser davantage les financements mondiaux vers les acteurs locaux, comme les villes ?

S.M. : En effet, les villes sont en première ligne de la réponse. Et si nous voulons atteindre les objectifs fixés par les COP, il faut donner plus de moyens aux acteurs locaux pour financer leurs politiques. Aujourd'hui, ceux-ci ne participent pas aux négociations mondiales, réservées



ELODIE FÉRHOT / SCDF

aux États. Il faut répartir au niveau local l'aide au développement et les moyens de lutte contre les changements climatiques. Aujourd'hui, seuls 5 % des financements de l'adaptation aux changements climatiques parviennent aux villes. À C40, nous essayons de faire en sorte que nos maires participent aux COP, du moins aux événements en marge du sommet, *via* la voix de notre coprésidence, à savoir les maires de Londres et de Freetown. Certes, il y a désormais une

“journée des villes” lors des COP. Mais il serait grand temps de ne pas parler des villes uniquement lors de cette journée.

C.L.-L. : On a l'impression que cette question d'une politique climatique équitable n'est pas à l'ordre du jour mondial : pourquoi ?

S.M. : La question de la représentativité de nos dirigeants est au cœur du problème, car les décideurs n'ont pas d'intérêt direct à s'atta-

quer à la lutte contre les inégalités sociales. Quant au climat, nos villes se sont transformées de manière accélérée ces quarante dernières années autour de l'utopie du béton et de la voiture. Mais désormais le climat est l'enjeu de ce siècle : il nous faut porter un imaginaire positif qui fonctionne et accepter qu'il faille du temps pour des transformations sociales longues.

C.L.-L. : N'est-ce pas utopique de vouloir construire des villes durables ? Car les villes des pays en voie de développement veulent les mêmes standards de vie que les villes des pays développés, et l'urbanisation rime avec l'augmentation des gaz à effet de serre...

S.M. : Je ne suis pas certaine que les habitants des villes du Sud aspirent à un modèle de développement des villes du Nord, car ils en voient aujourd'hui les impacts. Par exemple, nous sommes en train de bannir le moteur Diesel en Europe, et on voit qu'en Amérique latine ils préfèrent déployer des flottes de voitures électriques. Je trouve que la société civile du Sud est active sur le climat. Et le fait de pouvoir échanger sur des solutions entre les villes du Nord et du Sud permet de ne pas tomber dans le même piège du développement carboné. La question, selon moi, reste toujours celle de la démocratie : pour bâtir des institutions et des politiques plus justes, il faut ouvrir les espaces de dialogue aux habitants et instaurer des processus participatifs. En allant vers plus d'inclusion, on ne peut qu'avancer dans la bonne direction. ■

¹ Sur cette prise de position du GIEC : bit.ly/ClimSC

COMPRENDRE



EN VILLE, ENTRE “BOUILLOIRES THERMIQUES” ET “PUITS DE CHALEUR”

En France, les premières victimes des effets des changements climatiques sont les “urbains modestes”. Ce constat est le fruit du cumul d’inégalités que subissent ces ménages.

PAR **BENJAMIN SÈZE**

« **B**ouilloire thermique. » Cette expression employée par la Fondation pour le logement désigne les habitations mal isolées où l’air devient quasiment irrespirable lors de fortes chaleurs. « *Or l’adaptation de ces logements face aux impacts des changements climatiques, n’a jusqu’ici pas été au cœur de nos politiques publiques de rénovation [davantage axées] sur la réduction de la consommation d’énergie, la décarbonation de*

nos modes de chauffage et le maintien d’une température minimale dans le logement », constate l’association. Dans un rapport¹ publié en 2024, la Fondation pour le logement montre que les grandes villes concentrent une plus grande proportion de “logements trop chauds”, et que ce sont les “urbains modestes” qui déclarent le plus subir ce phénomène. Et pour cause, dans une enquête² parue la même année, l’association Ghatt’up souligne « *la qualité médiocre de l’isolation dans les logements sociaux* ».

AVIS D’ACTEUR

DAPHNÉ CHAMARD-TEIRLINCK, RESPONSABLE TRANSITION ÉCOLOGIQUE JUSTE, AU SECOURS CATHOLIQUE

EN FRANCE COMME DANS LE MONDE, LES ENJEUX SONT LES MÊMES

Que ce soit en France ou à l’étranger, on observe que les plus précaires sont toujours les plus exposés aux effets des changements climatiques. De ce constat commun est né notre projet de rapport “Climat et pauvreté”, que nous réalisons avec nos partenaires malgaches, brésiliens et tunisiens. Selon les pays, nous ne sommes évidemment pas à des échelles de pauvreté équivalentes. Néanmoins, quand il s’agit de logements mal isolés, qui deviennent des bouilloires thermiques lors des canicules, des zones où les inondations sont le

plus fréquentes, des puits de chaleur..., il se dégage une constante : les populations urbaines les plus précaires sont toujours les plus concernées, notamment parce que les territoires qu’elles habitent sont souvent délaissés par les pouvoirs publics. Il existe une communauté de destin entre des personnes qui partout dans le monde vivent les mêmes réalités et sont confrontées aux mêmes problématiques. Derrière les chiffres et les maisons détruites, ce sont d’abord des vies qui sont dévastées. Et que ce soit en France ou dans d’autres pays, on trouve les mêmes enjeux d’ac-

compagnement psychologique et social, dans la durée, avec pour priorité d’aider les personnes à se reconstruire mentalement et de leur garantir (à nouveau) un accès aux droits. Ici comme là-bas, nous insistons aussi pour que la dimension sociale soit prise en compte dans l’appréhension des effets des changements climatiques et dans les réflexions menées pour s’y adapter. Car selon les territoires et selon la situation socio-économique des ménages, les types de solutions, les investissements nécessaires et l’urgence d’agir ne sont pas les mêmes. ■

Par-delà l'habitat, le milieu urbain dans son ensemble se révèle moins résilient face aux événements climatiques extrêmes (canicule, inondation...). "Notre affaire à tous", association de juristes engagés contre l'injustice climatique, établit le constat que « *les villes (françaises) font face à des températures plus élevées que dans les zones rurales voisines* ». Car elles cumulent « *une faible végétalisation qui ne permet pas leur rafraîchissement* », l'utilisation de « *matériaux, comme le béton, qui absorbent et retiennent davantage la chaleur et la pollution atmosphérique* », et enfin une organisation et une densité des infrastructures « *qui y empêchent la bonne circulation de l'air* ».

Là encore, ce sont les ménages précaires qui en pâtissent le plus, observent les experts du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale : « *Le réchauffement climatique est plus intensément ressenti par les populations urbaines pauvres, soumises au phénomène des îlots de chaleur dans des environnements urbains très minéraux*³. » Au manque d'espaces verts s'ajoute souvent, aux abords des quartiers périphériques où vivent majoritairement des personnes et familles modestes, la présence d'« *usines à risques industriels classées Seveso* », de « *voies rapides urbaines* » et d'« *axes autoroutiers* », indique Ghet'tup. De récentes données de Santé publique France montrent que les enfants de familles modestes sont les plus affectés par les maladies liées à la pollution de l'air. Or la chaleur a un effet multiplicateur sur la pollution de l'atmosphère. Pour Robin Ehl, spécialiste du sujet à Oxfam France, des investissements publics sont indispensables pour réduire la vulnérabilité des populations urbaines précaires face aux effets des changements climatiques. « *Tout en étant les plus exposées, elles sont également les moins en capacité de s'en protéger* », souligne-t-il. Il faudrait à la fois des aménagements territoriaux, comme la végétalisation des villes, et des politiques sociales, avec des mesures spécifiques pour les ménages les plus fragiles. ■

1 Rapport "Logements-bouillottes : l'État reste de glace", août 2024.

2 Enquête "(In)justice climatique", octobre 2024.

3 Rapport "Faire de la transition un levier de l'inclusion sociale", juin 2024.



DES OUTILS POUR COMPRENDRE

À LIRE

Urbanités

Une revue française consacrée au fait urbain dans toutes ses dimensions (géographique, sociologique, économique...) et dans toutes les villes du monde.

www.revue-urbanites.fr



Repenser les quartiers précaires

Un ouvrage de l'AFD (Agence française de développement) sur les quartiers informels, dirigé par la sociologue et urbaniste Agnès Deboulet. Avec notamment un chapitre écrit par l'urbaniste Véronique Dupont sur le défi de la participation des plus précaires en Inde.

Repenser les quartiers précaires : écrits, cheminements et interventions, Paris, Deboulet, Agnès (dir.), Agence française de développement, 2016.

www.afd.fr/fr/ressources/repenser-les-quartiers-precaires

À LIRE SUR LE WEB

Aravindunni.com

Le blog du chercheur indien spécialiste des villes, Aravind Unni, membre de IGSSS Fondation.

www.aravindunni.com/ (en anglais).



Rise-Up : Resilient Settlements for the Urban Poor

Pour tout savoir sur le programme d'ONU-Habitat pour des villes durables et inclusives pour les plus pauvres (en anglais).

unhabitat.org/programme/rise-up-resilient-settlements-for-the-urban-poor

LES EXPERTS

par Besse & la Blanche

Les villes, où habite plus de la moitié de l'humanité, souffrent aussi des problèmes écologiques. Pour y remédier, il faut des experts.



Sauf que les Experts viennent de l'EXtérieur...



... et leurs solutions sont parfois hors sol.



Alors que les habitants vivent au plus près des problèmes.



À force d'expérience, les habitants les plus précaires ont développé une expertise.



Ils ont des solutions.



Bref, pour ce qui est des solutions, les véritables experts, ce sont souvent les plus précaires.

Ingénieure en survie

Spécialiste en gestion des déchets

Expert en débrouille

Docteur en mouise



C'EST QUOI LA FRATERNITÉ ? UN SYMBOLE, UNE DEVISE GRAVÉE DANS LA PIERRE, UNE BELLE IDÉE DE L'HUMANITÉ QUI NOUS REND FIERS. MAIS ÇA NE DOIT PLUS RESTER UNE PROMESSE EN L'AIR, LA FRATERNITÉ MAINTENANT, IL FAUT LA FAIRE. ET CE N'EST PAS FACILE. LA FIN DE LA PAUVRETÉ N'EST PAS POUR DEMAIN, ON NE VA PAS SE MENTIR. MAIS LAISSER FAIRE, LAISSER TOMBER, CE SERAIT ENCORE PIRE. ALORS IL FAUT POUVOIR REGARDER EN FACE CEUX QUI NE TROUVENT PLUS LEUR PLACE, LEUR DIRE QU'ON EST TOUS SOLIDAIRES, QUE ÇA POURRAIT ÊTRE NOUS DANS LA GALÈRE. ALORS C'EST QUOI LA FRATERNITÉ ? UN ENFANT QU'ON ACCOMPAGNE DANS SA SCOLARITÉ ? UNE GRAND-MÈRE QUI SE SENT UTILE ET AIMÉE ? UN COIN DE TERRE, UN BOUT DE JARDIN OÙ ON PEUT ENCORE SE SENTIR BIEN ? UNE MAIN QUE L'ON TEND DANS LES CRISES ET LES TEMPÊTES ? UN LARGE SOURIRE QUI DIT « C'EST BON, ÇA Y EST, VOUS Y ÊTES » ? OU LA CHALEUR D'UN BON CAFÉ POUR SE POSER, POUR TOUT RACONTER ? C'EST TOUT ÇA LA FRATERNITÉ, C'EST REFUSER LES INÉGALITÉS OU LA PRÉCARITÉ. PEU IMPORTE CE QU'ON FAIT OU CE QUI NOUS Pousse À LE FAIRE, L'IMPORTANT EST D'AGIR, DE MONTRER QU'ON EST TOUS FRÈRES. MÊME SI C'EST PEU, MÊME SI CE N'EST PAS TOUT LE TEMPS, LE JOUR OÙ VOUS COMMENCEREZ SERA TOUJOURS LE BON MOMENT. VOUS PENSEZ QUE LA FRATERNITÉ NE VA RIEN RÉGLER ? NOUS, ON PROPOSE JUSTE UN TRUC : ET SI ON ESSAYAIT ? PARCE QU'IL SUFFIRAIT QU'ON LE DÉCIDE, VOUS, NOUS, MAINTENANT ET ÇA CHANGERAIT LA VIE DE MILLIONS DE GENS.

LA FRATERNITÉ N'EST PAS UNE PROMESSE EN L'AIR, C'EST UNE RÉVOLUTION ET ENSEMBLE ON PEUT LA FAIRE.

REJOIGNEZ LA
#REVOLUTIONFRATERNELLE
revolutionfraternelle.org

